

CONFERENCE INFOS

Comprendre les "développements informationnels"

Réflexion sur les principales questions de la recherche

Rapport de l'atelier de l'UNRISD
26–27 septembre 2003, Genève

Ce document est la traduction en français de la publication de l'UNRISD *Understanding "Informational Developments": A Reflection on Key Research Issues* (Conference News, UNRISD/CN15/05/1, November 2005). La version française n'est pas une publication formelle de l'UNRISD.

Table des matières

Analyse des discours actuels
Le discours du SMSI dans le contexte du développement social
Thème de discussion I: L'indigence de la recherche
Thème de discussion II: Développement informationnel et économie
Thème de discussion III: Le potentiel politique
Vers des recherches qui aient un sens
Conclusions
Programme
Participants

Introduction

Cet atelier a rassemblé des universitaires de diverses disciplines, des chercheurs travaillant avec la société civile et des spécialistes du sujet venant d'organisations donatrices et multilatérales pour qu'ensemble ils relèvent les principales questions concernant la recherche réalisée sur "les développements informationnels" et la politique de développement. Les thèmes essentiels des recherches et les idées de recherches futures ont été discutés à la lumière de la façon dont les conclusions de la recherche étaient utilisées dans la préparation de la première session du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), qui allait avoir lieu prochainement à Genève les 10–12 décembre 2003, et dans les autres enceintes où il était question de la technologie de l'information et de la communication (TIC) mondiale et de la politique de développement.

L'objet de l'atelier, défini au cours d'échanges avant qu'il ne commence, reposait sur la reconnaissance de plusieurs facteurs. Il est important de se demander si les développements informationnels provoquent une transformation profonde des relations économiques et sociales. Parallèlement, et presque indépendamment de la réponse à cette question, le discours de la "société de l'information" a pris de l'importance en soi, qui tient en partie à la perception de l'ampleur de la "révolution" de l'information—et si les dirigeants du monde parlent d'une révolution sans précédent, cette perception est significative en soi. Plus concrètement, le rôle de la société de l'information comme facteur sérieusement pris en compte dans l'élaboration de la politique de développement, comme on l'a vu dans le Groupe des 8 (G8), au SMSI et dans le Groupe spécial des Nations Unies sur les TIC, a d'importantes répercussions pratiques sur la planification, la mise en œuvre et la budgétisation de l'aide au développement. Ce qui est moins clair, c'est la façon dont ces facteurs se combinent et s'influencent mutuellement. Logiquement, ils devraient être étroitement liés et s'informer mutuellement, mais ces rapports sont loin d'être transparents. Le programme de l'atelier a été établi en fonction de deux convictions: d'une part, qu'il est nécessaire de porter un regard critique sur chaque facteur et de voir s'ils sont liés et de quelle façon, et, d'autre part, que la théorie et les recherches empiriques peuvent éclairer les changements qui se produisent et les choix qui en résultent pour les acteurs du développement.

Il est vital de se demander comment les intellectuels devraient répondre aux besoins en matière de développement mais la réponse est loin d'être simple. Plusieurs facteurs la compliquent. La "société de l'information" est un espace *politique*. L'évolution des rapports sociaux de production et de reproduction trouve toujours une résonance en politique. La politique s'emploie notamment à orienter la manière dont les changements sont étudiés, débattus et compris, autrement dit les forces politiques se disputent le contrôle du discours. La "société de l'information" est un espace *contesté*. Certains prétendent qu'elle n'existe pas, soit parce qu'ils ne perçoivent pas comme importants les changements liés à l'information, soit, comme Manuel Castells, l'auteur de "L'ère de l'information"¹, l'analyse sociologique la plus exhaustive et la plus citée

¹ Voir Manuel Castells, *L'ère de l'information* (Tome I: *La Société en réseaux*, Editions Fayard 1998; Tome II: *Le Pouvoir de l'identité*, Editions Fayard 1999; Tome III: *Fin de Millénaire*, Editions Fayard 1999. On trouvera un excellent résumé de sa pensée d'alors dans *Information Technology, Globalization and Social Development*. Document de discussion No. 114, UNRISD, Genève, 1999,

sur ce sujet, parce que la "société de l'information" leur apparaît comme une manière erronée de conceptualiser ou de décrire ce qui se passe. D'autres posent des propositions extravagantes sur l'ampleur, le rythme du changement et les possibilités qu'il offre, parfois avec des arrière-pensées politiques ou commerciales. Il est quelquefois difficile de détailler les aspects positifs d'un développement possible sans donner l'impression de faire de la propagande. Et la "société de l'information" est un espace qui prête à *confusion*: des expressions telles que celles de "révolution des TIC" (qui suppose un processus entraîné par la technologie), d'"économie du savoir" et de "société en réseaux" sont souvent employées dans un sens assez éloigné de celui qu'elles avaient à l'origine ou sans que l'on fasse entre elles les distinctions qui s'imposent.

Lors de la préparation de cet atelier de l'UNRISD, il a fallu s'entendre sur une approche conceptuelle permettant d'étudier le sujet sous ses multiples angles sans marquer de préférence préconçue pour l'un d'entre eux. Une notion est commune à toutes les manières d'aborder le sujet: aux adversaires et partisans de la thèse de la révolution, à ceux qui voient dans la technologie le moteur du changement et à ceux qui l'attribuent à des facteurs sociaux ou économiques, à ceux qui perçoivent des tendances communes dans le monde entier et à ceux qui s'intéressent surtout aux particularités locales. Tous admettent que l'information est traitée et, parfois du moins, utilisée de manières nouvelles. Si l'on pose cela et appelle "développements informationnels"² ces manières nouvelles de traiter et d'utiliser l'information (qui englobent manifestement sa communication, sa réception et la réaction en retour, son adaptation et sa réutilisation), on est devant un phénomène brut, dont la nature et l'impact peuvent être l'objet d'étude et de discussion. Manifestement, des développements informationnels se produisent. Ils sont façonnés par des processus sociopolitiques, économiques, culturels et technologiques qu'ils façonnent à leur tour. Une étude des développements informationnels, des formes différentes qu'ils prennent selon les contextes et de la manière dont ils aboutissent à une action pour le changement devrait permettre, une fois qu'on aura reconnu ce que l'on ignore d'eux, de comprendre le discours actuel avec toute la distance nécessaire et de déterminer en quoi le travail intellectuel peut aider à dégager les options de développement et à opérer un choix entre elles.

Les discussions de l'atelier se sont organisées autour de trois documents de travail écrits par Mike Powell, Tommi Inkinen et Cees Hamelink sur les discours actuels, les recherches déjà faites et le SMSI, respectivement. Les participants ont exposé brièvement (verbalement ou par écrit) sur ce qu'ils percevaient comme les questions essentielles. Dans les grandes lignes, le programme a été établi de manière à commencer par une analyse critique des travaux existants sur le sujet pour passer ensuite aux questions sur lesquelles devraient porter les recherches futures. En gros, ce programme linéaire a été suivi, même si les discussions, qui ont examiné le sujet sous tous ses aspects, s'en sont parfois un peu écartées. De son côté, le présent rapport, qui vise à résumer pour le lecteur les échanges auxquels l'atelier a donné lieu, suit le fil de la discussion plutôt que le programme de la réunion.

document que M. Castells a présenté en 1998 à la Conférence de l'UNRISD sur les technologies de l'information et le développement social.

² Cees J. Hamelink. 2003. "Human rights for the information society." In Bruce Girard et Seán Ó Siochru (éds.), *Communicating in the Information Society*. UNRISD, Genève, p. 123.

Analyse des discours actuels

Conditions de la recherche et du débat

Même la meilleure des recherches n'a que peu d'utilité si elle n'est pas lue et utilisée. De même, chacun doit pouvoir identifier l'information qui, dans sa forme et son contenu, répond à ses besoins, et y accéder. Ces deux processus seraient facilités si l'information était organisée et signalisée. Dans le document qu'il a écrit pour l'atelier, Mike Powell a montré que, s'agissant des développements informationnels, l'environnement, tant institutionnel qu'universitaire, est chaotique, pour des raisons diverses, de même que les liens entre eux.³ La recherche universitaire, a-t-il fait observer, n'a pas non plus les mêmes exigences que celle d'un institut comme l'UNRISD, qui a pour mission d'effectuer des recherches que les milieux du développement puissent utiliser.

Discours des institutions

Il a été longtemps difficile d'attirer l'attention des politiques sur les questions générales des changements liés à l'information. Aujourd'hui encore, la plupart des gouvernements et des grandes organisations de développement ne font guère voire aucune distinction entre les TIC et des développements informationnels plus généraux. Aussi, jusqu'à la fin des années 90, ont-ils eu tendance à laisser toutes les questions relatives au changement informationnel, y compris les changements sociaux et organisationnels, à leurs experts internes en TIC. Les organisations qui ont été les premières à reconnaître l'importance politique des questions liées aux TIC ont eu tendance à voir là un domaine dans lequel elles pouvaient l'emporter sur d'autres organisations, ce qui exigeait d'elles qu'elles deviennent expertes sur le sujet plutôt que simples participants d'un processus collectif d'apprentissage et de développement.

La notion a commencé à se répandre qu'une révolution était en cours, mais une révolution que les autorités pouvaient "gérer" au nom de la société, et non un processus social comme toutes les autres révolutions de l'histoire. Cette approche autoritaire s'est caractérisée par une importance excessive attachée aux solutions techniques nécessaires et par l'idée erronée que de telles solutions ne pouvaient provenir que du secteur privé. Or, dans ce contexte, le secteur privé, étant essentiellement les sociétés multinationales, qui avaient les moyens de participer aux multiples processus consultatifs où s'élaborait la politique mondiale.

Le rôle, par exemple, des petites entreprises et des micro-entreprises, des acteurs sociaux et des artistes dans l'innovation technologique a été peu compris et peu défendu, de même que les possibilités de voir des acteurs multiples collaborer à la conception de nouveaux produits et services. En conséquence, la politique internationale sur la révolution de l'information est passée de quelques options mal étudiées, sans qu'on ait accordé suffisamment d'attention à la complexité du changement social et économique ou à la diversité des réactions locales. Le paradigme dominant a été celui d'un processus mondial uniforme et linéaire auquel les pays devaient s'adapter, s'ils ne voulaient pas être condamnés à l'échec.

³ Les sections qui suivent sur le discours des institutions, le discours des universitaires et leur articulation sont empruntées à Mike Powell. 2003. *UNRISD Social Impact of Information Technology Programme: Perspectives Past and Present*. Document de travail établi pour l'atelier, ronéo, UNRISD, Genève.

D'autres approches ont retenu quelque attention. Le Plan d'action du Groupe d'experts sur l'accès aux nouvelles technologies ou GEANT (en anglais DOT Force⁴), en particulier, accorde une certaine importance à la valeur du contenu local et de l'innovation technique, et il existe divers plans de financement pour promouvoir ces activités. Mais le processus qui consiste à collationner les activités locales, à en tirer des leçons et à en étudier les éléments qui pourraient servir à l'élaboration de politiques distinctes et adaptées—même au niveau local—fait presque toujours défaut. La perspective de voir les leçons de ces activités—ou l'impact potentiel des politiques mondiales sur elles—pris en considération dans l'élaboration de politiques et d'accords mondiaux est encore plus lointaine. En ce sens, le processus de prise de décision touchant aux TIC et au développement n'est pas différent de ce qu'il est dans d'autres domaines du développement. Les méthodologies participatives se heurtent souvent à des plafonds de verre politiques.

Discours des universitaires

Du point de vue d'un profane souhaitant s'informer sur ces changements profonds censés se répercuter sur sa vie et leur donner un sens, les réponses universitaires à la révolution de l'information et à la société de l'information sont problématiques pour diverses raisons. Premièrement—et il n'y a là rien d'étonnant vu l'importance du phénomène—le sujet est étudié dans une multitude de disciplines, mais aucune ne peut proposer une interprétation globale de ce qui est en train de se produire. Ces disciplines vont des dernières nées (économie de l'information, études sur la société de l'information et sur les nouveaux médias), à celles relativement nouvelles mais toujours en évolution (études des médias et de la communication, études culturelles, informatique, études de l'information, études du développement, études de l'organisation et des entreprises) jusqu'aux traditionnelles (géographie, économie, sciences politiques et sociales). Deuxièmement, des problèmes de communication bien réels existent entre les disciplines, au-delà même des rapports de force: elles risquent d'avoir peu de connaissances de base et d'approches en commun. Troisièmement, et c'est peut-être ce qui est le plus important, le terrain d'entente pour définir exactement le phénomène à étudier est très restreint: nouvelles relations sociales, nouvelle économie, nouvelles technologies, systèmes informatiques ou réseaux? Et si un manque de clarté persiste pour discuter de la révolution de l'information ou de la société de l'information en général, l'incertitude grandit encore lorsque s'y ajoute la perspective du développement. Celle-ci s'effectue sous les angles les plus divers, depuis celui-ci des TIC, vues comme un aspect d'une mondialisation entraînée par les capitaux, à une réflexion plus approfondie sur les développements informationnels à l'intérieur comme entre des communes et leurs incidences sur les stratégies locales de développement, en passant par une série de scénarios dans lesquels le développement est conçu comme rattrapage du retard accumulé.

Enfin, tout débat qui inclut les notions de société ou d'économie du savoir appelle une définition explicite du savoir. Le savoir est-il la "croyance avérée" de la science occidentale traditionnelle, postérieure à l'époque des lumières ou est-ce une entité plus complexe, globale et adaptable, comme l'estiment de plus en plus les critiques féministes et autres, de l'objectivité scientifique? Avant de parler du savoir et du

⁴ La DOT Force, créée à la suite du Sommet du G8 de 2000, devait définir des moyens concrets de combler la fracture numérique entre les pays industrialisés et les pays en développement, et de veiller à ce que les pays en développement participent pleinement à la construction d'une société de l'information vraiment mondiale.

développement ou des sociétés du savoir ailleurs dans le monde, il faudrait tout au moins clarifier la question du sens donné au savoir dans le discours: les conceptions occidentales sont-elles les seules prises en compte? Il est certain qu'aux débats déjà anciens sur les diverses approches philosophiques du savoir, doivent s'ajouter des débats plus modernes sur le savoir comme marchandise, produit ou bien public.

Articulation

Comme le laisse à penser la multitude de revues et de conférences, les recherches sur les divers aspects de la révolution de l'information ne manquent pas, ni les initiatives tendant à rassembler des chercheurs. Mais elles n'ont pas encore réussi à articuler les divers travaux universitaires réalisés sur le sujet et à les présenter sous une forme qui les rende compréhensibles et accessibles. Cette articulation et mise en forme n'est pas synonyme de désir ou d'attente d'unanimité ou de consensus. Elle traduit le besoin d'une espèce de topographie permettant de situer les diverses opinions et débats proposés et de faire apparaître les relations entre eux. Elle illustre aussi les avantages que présente un langage commun—des concepts et une terminologie employés dans le même sens—ou du moins l'habitude d'expliquer ce que l'on entend lorsqu'il existe plusieurs acceptions pour un même terme.

L'articulation est aussi facilitée par le travail en réseau. De nombreux réseaux de chercheurs existent dans ces domaines, bien que les réseaux réellement multisectoriels, réunissant des spécialistes et des responsables politiques, soient moins fréquents. Beaucoup ont une durée de vie limitée, d'autres s'intéressent à une question très spécifique ou ont des objectifs plutôt flous. Au moment d'organiser cet atelier, l'UNRISD avait connaissance d'un certain nombre de réseaux, de listes de diffusion et de forums électroniques de discussion portant sur des sujets connexes, mais d'aucun qui réussisse à répertorier l'ensemble des actions et réactions sociales dans une société de l'information et à en donner une interprétation cohérente.

Recherches sur la société de l'information dans les sciences sociales

Par rapport à ce qu'on pourrait attendre dans des domaines plus confirmés, le savoir sur les sources des recherches et les écrits sur les développements informationnels tend à se trouver chez certains individus, qui le tiennent non seulement de leur formation dans une discipline particulière mais aussi de leur expérience personnelle et de leur connaissance des réseaux. Le document de travail établi par Tommi Inkinen pour l'atelier visait à donner une vue d'ensemble objective des recherches faites par les sciences sociales dans ce domaine.

Thèmes communs

Le document dégage certains concepts et questions essentiels, à commencer par la notion de "société de l'information et du savoir" et retrace les divers usages et sens donnés aux expressions de société de l'information, de société du savoir et de société post-industrielle dans les recherches sociologiques. Ces expressions perdent de leur valeur descriptive parce qu'elles sont employées pour désigner des questions d'une diversité presque infinie. "Nos sociétés sont-elles en réalité des sociétés de service, du savoir, de l'information ou du savoir-faire? La réponse à cette question reste à trouver.

Dans le document de Tommi Inkinen, qui s'intéresse surtout aux divers acteurs qui font usage des TIC et aux relations entre eux, l'expression la plus fréquemment employée est celle de société de l'information. Selon lui, ces acteurs sont des

organismes publics, des entreprises et des citoyens qui, par leurs interactions, refont leur communauté et leur société. Par "recherches des sciences sociales sur la société de l'information", on entend des travaux qui évaluent les changements sociaux apportés par les TIC, notamment certains aspects du développement régional, la stratification sociale, l'effet de l'activité des entreprises sur les communautés et l'évolution des modes de fonctionnement des organisations.

Dans son document, Tommi Inkinen examine aussi l'emploi de l'expression de "fracture numérique". Bien qu'il reconnaisse qu'elle sert à décrire des divisions dans une société, il l'emploie essentiellement pour désigner des inégalités entre pays dans l'accès aux technologies. Il donne une vue d'ensemble des recherches faites sur l'Observatoire sur la société de l'information, portail Internet géré par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), qui donne accès en ligne à de la documentation sur la société de l'information et ses dimensions éthiques, juridiques, politiques et socioculturelles.⁵ La recherche citée par Tommi Inkinen a conclu que les catégories qui ont le plus attiré l'attention et qui sont le plus discutées par le biais de l'Observatoire sont la fracture numérique, le commerce électronique, la liberté d'expression, les organisations internationales, l'"infrastructure" et le respect de la vie privée par-delà les frontières.⁶ Il note que le nombre des sujets relatifs à la propriété intellectuelle représente moins du cinquième de ceux qui ont trait à la fracture numérique.

L'expansion rapide de l'usage de l'Internet et les débouchés nouveaux ainsi ouverts aux entreprises ont fait naître le concept de "nouvelle économie". Celle-ci ne se rapporte pas seulement aux sociétés qui fonctionnent par le biais de l'Internet, mais plutôt à la production nouvelle et accélérée qu'a entraînée le développement des TIC. Si la nouvelle économie a été un aspect important des discussions sur la société de l'information, il n'y a pas eu d'unanimité sur le point de savoir si elle est ou non en relation avec des processus plus larges de changement économique. Il est hors de doute, cependant, que les TIC ont changé la vie des entreprises dans de nombreux domaines, notamment en mettant à leur disposition des systèmes nouveaux et plus efficaces de guidage et d'évaluation, des facilités et des modalités de travail novatrices leur permettant d'alléger considérablement leur organisation. Il importe de comprendre l'économie de ces changements comme condition préalable au développement de la mondialisation de la société de l'information.

Les questions d'égalité entre les sexes sont aussi en jeu dans la société de l'information. On ne voit pas encore très bien dans quel sens s'oriente le changement et personne ne peut dire à l'heure actuelle si les TIC atténueront ou exacerberont les divisions entre les sexes dans la société. Des éléments tendent à prouver, cependant, que les femmes ne sont pas aussi étroitement associées que les hommes au "projet de développement de la société de l'information".

On a assisté à la fin des années 90 à une explosion du nombre des publications consacrées à l'étude théorique des "communautés virtuelles" et des recueils d'essais dont l'argumentation n'était pas solidement ancrée dans une étude empirique du rôle social des TIC. Les médias, généraux et spécialisés, ont aussi beaucoup traité de ces

⁵ <http://portal.unesco.org/ci/fr>

⁶ Inkinen cite I. Tuomi. 2001. "From periphery to center: Emerging research topics on knowledge society." *Technology Review* No. 116. Sitra, Helsinki.

questions. Depuis l'éclatement en 2000 de la bulle "point-com" sur les marchés boursiers mondiaux, l'idée de "changement virtuel" a beaucoup perdu de sa séduction. Selon Tommi Inkinen, les effets de l'Internet, par exemple, ont été dans la plupart des cas largement surestimés, parce que les données empiriques relatives aux usages faits des TIC étaient limitées et que la plupart des écrits étaient donc de nature théorique. Pourtant, dans les milieux universitaires, la notion de virtualité a enrichi la théorie sociale d'idées nouvelles.

Les arguments de la communauté virtuelle sont liés à un autre thème populaire des années 95 et suivantes, celui de "l'identité et du Net", qui se rapporte à l'usage que les individus font des réseaux, au caractère désincarné de l'utilisateur et de la possibilité de créer soi-même son propre réseau, son "moi-réseau".

Ressources existantes

Tommi Inkinen décrit ensuite brièvement, dans son document, plusieurs approches sociologiques importantes sur la société de l'information, en particulier celles de Frank Webster et de Manuel Castells qui ont fait œuvre de pionniers. Il examine ensuite plusieurs rapports relatifs à la société de l'information et aux politiques à appliquer en la matière, notamment le Rapport mondial sur le développement humain 2001, *Mettre les nouvelles technologies au service du développement humain*.⁷ Ce rapport explique en détail les raisons pour lesquelles le développement technologique n'aboutit pas nécessairement à une distribution inégale des revenus dans l'économie mondiale mais relève en particulier les points suivants (pp. 1–8).

- Le marché est un puissant moteur de progrès technologique, mais pas suffisant pour créer et diffuser les technologies nécessaires à l'éradication de la pauvreté.
- Les pays en développement peuvent retirer des bienfaits particulièrement importants des nouvelles technologies, mais doivent aussi affronter des défis très considérables en termes de gestion des risques.
- Les politiques nationales ne peuvent suffire à compenser les insuffisances du marché à l'échelle planétaire. De nouvelles initiatives internationales et une utilisation équitable des règles mondiales sont nécessaires pour mettre les nouvelles technologies au service des besoins les plus urgents des pauvres.

Malgré ces avertissements, le rapport tend à conclure qu'aucun Etat, aucune société ou organisation ne pourra ignorer le développement technologique. Dans de nombreux secteurs, les TIC font déjà partie intégrante des faits et gestes quotidiens et le feront plus encore à l'avenir. C'est un processus de développement qui a déjà changé les modes traditionnels de fonctionnement dans la gouvernance comme dans les entreprises et cette évolution va se poursuivre. De fait, conclut le rapport, de même que le moteur à vapeur et l'électricité ont permis la révolution industrielle, de même aujourd'hui les percées dans le numérique permettent le passage à la société de l'information.

⁷ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) 2001. *Mettre les nouvelles technologies au service du développement humain*. De Boeck Université. www.undp.org/hdr2001/

La technologie comme moteur du développement peut paraître une idée très éloignée de la réalité des pays en développement. Le rapport du PNUD énumère divers défis que devraient relever ces pays; il évoque notamment la nécessité d'élever le niveau général de l'instruction pour disposer de plus de personnel qualifié et s'assurer suffisamment de ressources économiques. Il recommande notamment un accroissement des investissements directs et indirects et une aide des organisations mondiales.

En étudiant les rapports récents d'institutions des Nations Unies et d'autres organisations multilatérales telles que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Union européenne, Tommi Inkinen a constaté des similitudes frappantes entre eux. La plupart voient d'un œil positif les effets potentiels de la société de l'information, bien qu'ils reconnaissent qu'elle place les pays en développement devant les mêmes problèmes structurels: nature et crédibilité du système politique, réforme de la vie économique et modernisation ou construction d'infrastructures. En général, les rapports ne donnent pas de détails sur la façon d'appliquer les mesures qu'ils proposent et tendent à répéter des généralités telles que l'importance "d'investir dans l'éducation" et "d'investir dans la qualité".

Recherches en cours

Tommi Inkinen passe également en revue les recherches en cours et leur diffusion, en s'appuyant sur un recensement des chercheurs travaillant sur le terrain et une évaluation des programmes de travail d'un certain nombre de centres spécialisés dans les recherches sur la société de l'information.

Il constate notamment:

- l'abondance des recherches des sciences sociales sur la société de l'information, qui fait l'objet de nombreuses nouvelles séries de publications;
- une préférence marquée pour les recherches sur la société de l'information dans les pays développés;
- une pléthore d'ouvrages théoriques, faisant peu usage de données empiriques pour vérifier les hypothèses présentées;
- parallèlement, une pénurie de recherches ancrées dans la réalité locale et de comparaisons fondées sur des éléments solides (quelle importance l'équipement technologique a-t-il pour ses utilisateurs? Quels sens les citoyens de la société de l'information lui donnent-ils? Les caractéristiques que présentent ces citoyens et leurs opinions diffèrent-elles selon les régions?);
- un manque d'ensembles de données de qualité, et des indicateurs qui sont sans imagination, trop rigides pour englober le contexte local, trop techniques et gagneraient à évoluer dans le sens des sciences sociales;
- la grande diversité des thèmes étudiés dans des "centres spécialisés dans les recherches sur la société de l'information", mais aussi le manque de programmes de recherche bien définis ou de compétences reconnues dans des domaines précis; et

- la difficulté de mener à bien dans la pratique des travaux de recherche qui, dans le cas de la société de l'information, doivent être nécessairement multidisciplinaires, alors que les ressources sont insuffisantes, les habitudes de travail, différentes et les pôles d'intérêt, divers.

En conclusion, Inkinen plaide vigoureusement, dans son document, pour des recherches plus empiriques, en particulier sur l'interaction entre facteurs locaux et culturels et innovation, pour une approche de l'étude de la technologie qui soit plus centrée sur l'humain et pour de meilleurs indicateurs de changement. Il estime que, de manière générale, il est impossible de réaliser une étude approfondie sur un aspect quelconque de la société sans envisager les développements technologiques et l'évolution de la communication.

Le discours du SMSI dans le contexte du développement social

Dans son document de travail, Cees Hamelink place le discours du SMSI dans le contexte du développement social. Si le sommet avait pour thème le concept nébuleux et contesté de la société de l'information, et si l'on avait initialement souhaité que les résultats des recherches viennent éclairer les travaux du sommet, finalement, estime Cees Hamelink, le SMSI ne s'est pas officiellement référé à des travaux universitaires. Aussi la documentation produite pour le SMSI, la troisième réunion du Comité préparatoire (PrepCom-3) incluse, sur les grandes questions de société⁸, déroute-t-elle par son manque de clarté.

L'UNRISD et le développement social

Cees Hamelink étudie dans quelle mesure le discours du SMSI aborde les questions du développement social, défini par l'UNRISD comme des améliorations des rapports sociaux, des institutions sociales et de la protection sociale.

Cependant, comme le terme d'"amélioration" est subjectif et peut donc être ambigu, il faut savoir dans quel sens cette amélioration attendue devrait aller. On peut ici se référer aux deux valeurs fondamentales qui ont guidé les recherches de l'UNRISD:

- le droit de tout être humain à un niveau de vie décent; et
- et le droit de tous de participer dans des conditions d'égalité aux décisions qui ont une incidence sur leur vie.

Cees Hamelink s'est donc posé les questions suivantes: "le discours actuel du SMSI promet-il le type d'amélioration qu'implique le développement social? Affirme-t-il les valeurs fondamentales du niveau de vie décent et de la participation ou au contraire les ignore-t-il?"

⁸ Le reste de cette section comporte de larges extraits de Cees J. Hamelink. 2003. *An Analysis of the WSIS Discourse [in the WSIS Draft Declaration* and Supporting Documentation*] in View of Social Development*. Document de travail de l'atelier, ronéo, UNRISD, Genève.

La société de l'information

La notion clé de tous les textes du SMSI n'est autre que la "société de l'information" qui, pourtant, n'est pas définie dans la documentation et reste une variable obscure et contestée. Dans différents textes, on trouve des formulations telles que "la société de l'information peut" ou "la société de l'information" suivie d'un verbe au futur. Outre qu'il relève l'absurdité de proposer qu'une société fasse quelque chose (cas classique de "réification"), Hamelink note qu'en substance, les textes disent que le principal agent de processus sociaux essentiels est un acteur indéfini.

Il suggère qu'il serait peut-être plus approprié d'utiliser l'expression de "développements informationnels", qui renvoie aux produits et aux services de l'information, dont l'importance ne cesse de grandir, aux volumes croissants d'information recueillies, stockées et mises à disposition, au rôle essentiel de l'information comme base de nombreux services sociaux et facteur crucial de la productivité économique, et à ce que le traitement de l'information a apporté aux transactions commerciales et financières. Les développements informationnels touchent les sociétés de diverses manières, à des vitesses différentes et dans des contextes historiques différents.

On a pris l'habitude de parler de la société de l'information, et les universitaires qui ont contesté la validité et l'utilité de l'expression, qu'ils jugeaient trompeuse, ne sont pas écoutés. Cet emploi courant laisse à penser qu'il existe un consensus sur le sens donné à l'expression. Dans de nombreux textes politiques et écrits destinés au public ou issus d'entreprises, l'incertitude demeure quant au type d'arrangement social la société de l'information représente. Des concepts nébuleux se prêtent facilement à des objectifs différents et, pourtant, la différence politique est de taille entre une société de l'information entrant dans le cadre du néolibéralisme politique et économique, par exemple, et une société de l'information mue par des aspirations "altermondialistes". Après avoir lu de bout en bout la documentation officielle du SMSI, on ne sait toujours pas quelle "vision du monde" se cache derrière la proposition de société de l'information.

Aussi est-il difficile d'évaluer si le discours actuel du SMSI—mis en pratique—est ou non favorable aux objectifs et valeurs du développement social.

Pas d'analyse structurale

Selon Cees Hamelink, les documents préparatoires du SMSI se caractérisent par un manque flagrant d'analyse structurale sérieuse et critique, tenant compte des environnements politiques, économiques et sociaux très divers dans lesquels les TIC peuvent être débattues dans le contexte des politiques à mener ou introduites comme outils. Il est question à plusieurs reprises, par exemple, du potentiel démocratique des TIC en ce sens qu'elles peuvent être utilisées de manière démocratique et que leur application peut renforcer les pratiques démocratiques. Les propos tenus au sujet des TIC et de la démocratie n'ont guère de sens, cependant, si l'on n'analyse pas d'abord les sociétés modernes qui encouragent et financent le développement des TIC pour savoir si elles représentent la démocratie. Dans les pays où le qualificatif de "bureaucratique" décrit mieux les systèmes de gouvernance, "la question n'est pas de savoir si l'utilisation des TIC peut renforcer la démocratie, mais si les usages qui en sont faits peuvent favoriser une évolution radicale d'une structure bureaucratique à un

régime démocratique. Malgré tout le potentiel participatif des TIC, ce ne sera pas un processus facile".⁹

Une société sans exclus

Il semble y avoir un large consensus sur l'idée que la société de l'information devrait n'exclure personne et être accessible à tous. Outre que la notion d'absence d'exclusion n'est ni définie ni détaillée dans la documentation utilisée par le SMSI, on présume sans s'interroger davantage que chacun veut en faire partie.

Cees Hamelink, cependant, se pose la question: Que signifie cette "absence d'exclusion"? Est-ce du même ordre que proposer que nul ne soit exclu de l'économie de libre marché? La notion est présentée comme inoffensive en soi. Sans explication sur l'entité dont personne ne devrait être exclu, on ne sait pas s'il faut se réjouir de l'intégration ou s'en méfier.

Dans quelle mesure l'intégration est-elle un libre choix? Est-il envisageable que des personnes puissent préférer ne pas vivre dans ce que pourrait être la société de l'information? Si, par exemple, une société de l'information se trouve dépendante de technologies faillibles, peu fiables ou mal conçues, qui présentent de grands risques sociaux, ne serait-il pas raisonnable que des personnes sensées préfèrent se tenir à l'écart? Si société de l'information signifie que tous ceux qui en font partie obtiennent plus d'informations mais si cette information se compose essentiellement de messages publicitaires et de désinformation, de propagande ou de discours de haine, certaines personnes ne pourraient-elles pas déclarer préférer en être exclues?

A quels mobiles réels obéissent ces pressions en faveur de l'intégration? La crainte de l'analphabétisme numérique répond-elle au même mobile que les campagnes d'alphabétisation dans l'Europe d'autrefois? Souvent, celles-ci étaient moins mues par le désir de donner aux citoyens ordinaires les moyens de s'émanciper que par celui de faciliter le fonctionnement d'un système qui, avec trop de gens incapables de lire et d'écrire, n'aurait pas été efficace.

Si l'information est une ressource capitale et si, historiquement, l'accès à de telles ressources a toujours dévié, pourquoi les défenseurs de la thèse de l'intégration s'attendent-ils à ce qu'il en aille différemment aujourd'hui? Voilà qui laisse à penser. Les conditions socio-économiques et politiques qui règnent en ce début de XXI^{ème} siècle sont-elles de nature à faire de l'accès universel à des ressources essentielles telles que l'eau, par exemple, une revendication réaliste?

Le potentiel des TIC

Dans son document de travail, Cees Hamelink dénonce aussi une hypothèse qui sous-tend une grande partie du discours du SMSI, à savoir que les TIC ont le pouvoir de stimuler le développement humain et que, grâce à elles et à l'accès au savoir, un potentiel humain peut se réaliser. La généralité de telles affirmations a de quoi surprendre, estime-t-il, parce qu'elles semblent attribuer ce pouvoir constructif aux

⁹ Cees J. Hamelink. 2003. *An Analysis of the WSIS Discourse [in the WSIS Draft Declaration* and Supporting Documentation*] in View of Social Development*. Document de travail établi pour l'atelier, ronéo, UNRISD, Genève, p. 3.

TIC, quels que soient les conditions et le milieu dans lesquels elles se trouvent, ce qui relèverait du déterminisme technologique le plus simpliste.

Si l'on se place dans la perspective du développement social, cette hypothèse n'est pas sans importance, car elle soulève des questions fondamentales: des technologies avancées telles que les TIC peuvent-elles promouvoir les améliorations et les valeurs auxquelles on aspire et, si oui, comment et dans quelles circonstances? Cees Hamelink estime que le discours actuel du SMSI n'apporte rien à cet égard parce qu'il pose une équation sans s'interroger davantage.

Or, il y aurait bien des questions à se poser, notamment celles-ci: qu'entend-on précisément quand on dit que "les TIC ont un pouvoir"? De quel genre de pouvoir s'agit-il et d'où vient-il? Est-ce un pouvoir inscrit dans la technologie même ou un pouvoir opérationnel dans certaines formes d'application (mais lesquelles)? Qu'entend-on par "développement humain avancé"? Sans autre explication, cela peut avoir des milliers de sens. La même chose vaut pour "potentiel humain", car les êtres humains ont aussi un incroyable pouvoir de destruction, par exemple.

Répartition des effets

Le discours du SMSI part aussi assez souvent de l'hypothèse, selon Cees Hamelink, que les TIC ont essentiellement des effets bénéfiques et que ceux-ci seront également répartis.

Les développements informationnels et les technologies sur lesquelles ils s'appuient ont de toute évidence un impact sur la société. Dans les milieux des affaires et de la politique, on parle souvent et très facilement des "effets sociaux des technologies". Pourtant, la littérature universitaire montre bien que la question des effets n'est pas sans équivoque, et de loin, et qu'elle est effectivement très complexe. Dans une lecture classique des sciences sociales, les "effets" peuvent être conçus comme des variables mesurables parce qu'il est admis qu'il y a des régularités dans les processus sociaux, des chaînes de cause à effet, et des causes identifiables pour les effets. Dans une conception plus élaborée des réalités sociales—telles que celles qu'a inspirées la théorie du chaos—tout cela a radicalement changé. Nous en savons beaucoup moins sur les effets que nous ne voulons l'admettre. Dans cette perspective, il n'est pas possible de prévoir avec la moindre fiabilité et validité l'impact futur des développements technologiques. La complexité de la réalité sociale est telle qu'il serait prétentieux et trompeur d'étudier la technologie à des fins prévisionnelles. Nous pouvons et devons penser à l'avenir, mais plutôt en termes de futurs possibles (toujours au pluriel), à la fois négatifs et positifs. Envisager de manière réaliste l'impact futur des technologies, ce sera en accepter à la fois les avantages et les risques. Les TIC peuvent avoir des effets salutaires mais elles risquent tout autant d'en avoir d'autres qui ne le seront pas. Il semble que, dans l'euphorie de la société de l'information, les décideurs, tant de la politique que de l'industrie, soient aveugles aux effets indésirables tels que la perte d'intimité, la dépendance numérique ou la cyberguerre.

Supposer que les effets seront également répartis dénote une terrible méconnaissance de l'histoire, estime aussi Cees Hamelink. Quels qu'aient été les effets des développements technologiques sur la société —tels que le machinisme industriel au XVIII^{ème} siècle ou l'automation au XX^{ème}—ils ont toujours été inégalement répartis.

Ceux qui se trouvaient au sommet de la hiérarchie sociale en tiraient généralement plus d'avantages que ceux qui se trouvaient en bas de l'échelle et qui, souvent, devaient en supporter la plupart des risques.

Qualité de la vie

Selon une autre hypothèse examinée dans le document de travail de Cees Hamelink, l'amélioration de la qualité de la vie passe par la productivité et la croissance économique. Mais nulle part, il n'est fait remarquer, note Cees Hamelink, que les problèmes de développement sont avant tout des problèmes politiques, ou plutôt des problèmes de manque de volonté politique.

Là encore, le problème capital tient à la nature apolitique du discours. Mis à part le manque de données empiriques sur le lien à cause à effet entre l'augmentation de la productivité économique et la qualité de la vie (niveau de vie décent), on pourrait tout aussi bien contester l'hypothèse selon laquelle la croissance économique améliore la qualité de la vie. Tout dépend de la manière dont on définit la qualité de la vie. La différence est fondamentale, par exemple, entre une qualité de la vie définie au sens matériel et une qualité de la vie définie au sens spirituel. Le problème fondamental tient probablement à ce que le développement est entendu essentiellement au sens économique, malgré les *rapports* du PNUD *sur le développement humain*.

Le discours du SMSI évite soigneusement la politique et s'intéresse surtout aux outils techniques dont on dispose pour parvenir au développement. C'est ignorer, selon Cees Hamelink, le principal obstacle au développement mondial: le manque de volonté politique. Le discours du SMSI, étant apolitique, n'accorde aucune attention aux questions de pouvoir et de contrôle. Mais la question de la distribution et de l'usage du pouvoir politique, économique et militaire et du contrôle qu'il exerce tient une place essentielle dans un débat sur les développements informationnels et le développement social.

Un énorme pouvoir financier et militaire est investi dans la conception, la mise au point et l'application des TIC, ainsi que dans les données et les ressources de l'information et du savoir. Cees Hamelink affirme qu'elles sont parmi les principaux instruments de contrôle au niveau mondial de la qualité et de la destinée des vies humaines.

Accords internationaux

Cees Hamelink, dans son document de travail, examine ensuite l'Accord de 1998 sur les services de télécommunication de base, négocié sous les auspices de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Accord de l'OMC de 1995 relatif aux aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord ADPIC), et les changements apportés au "système de règlement" appliqué pour administrer les paiements des télécommunications internationales. Il s'interroge aussi sur les raisons pour lesquelles les Nations Unies n'ont pas veillé à la mise en œuvre détaillée des recommandations de la Conférence de 1979 sur la science et la technologie pour le développement. Il estime que, sans un examen des initiatives passées, de nouvelles déclarations sur la réduction de la fracture numérique manquent de consistance.

Tout en reconnaissant que ces accords internationaux peuvent limiter les choix politiques et économiques que les pays (en particulier les pays en développement)

peuvent faire en fonction des conditions locales, Cees Hamelink note qu'ils ne sont pas mentionnés dans la documentation du SMSI, pas plus que d'autres d'ailleurs.

De plus, le discours du SMSI parle de la diversité culturelle et linguistique mais ne se prononce pas clairement sur les pressions exercées pour que les biens culturels soient inclus dans le régime actuel du droit international commercial et pour que les échanges culturels ne fassent plus exemption et soient soumis aux principes de l'ouverture des marchés, du traitement national et du traitement de la nation la plus favorisée.

Cees Hamelink estime que l'on ne manque pas d'éléments prouvant que les accords en vigueur de l'OMC et le manque de conventions traitant de la propriété intellectuelle, de l'accès aux technologies et du commerce des biens culturels sous l'angle des droits de l'homme contribuent à une dégradation des rapports sociaux et de la protection sociale et ne font pas grand-chose pour favoriser des niveaux de vie décents ou des modèles de participation aux affaires publiques. Il affirme que, pour avoir un sens, le discours du SMSI doit fonder le changement sur une analyse des régimes existants et une explication des moyens à employer pour les modifier de manière à atteindre les objectifs du SMSI.

En conclusion, Cees Hamelink envisage plusieurs priorités pour les milieux universitaires et les chercheurs, qui sont reprises en détail plus bas. Il explique en particulier qu'un programme de recherche devrait être délibérément conçu pour fournir aux responsables politiques des pays en développement des analyses et des données empiriques qui leur permettent de mieux accorder le potentiel technologique aux "futurs qui ont leur préférence".

Thème de discussion I: L'indigence de la recherche

Bon nombre des faiblesses du discours du SMSI relevées dans les documents de travail sont symptomatiques d'un malaise plus général que l'on ressent face au discours sur la société de l'information. Cependant, le problème ne se situe pas seulement au niveau de la politique internationale. Une grande partie des recherches prête aussi le flanc à la critique. Cela vaut pour les questions de structure—hiatus entre les disciplines, et entre les réalités sur le terrain, les chercheurs et les milieux responsables des politiques. Cela vaut aussi pour le contenu. Comme l'a dit Antti Kasvio, "les sciences sociales ont-elles aujourd'hui une interprétation satisfaisante de l'état d'avancement actuel de la "révolution des technologies de l'information"? Dans la négative, il ne faudrait pas s'étonner de l'état de la documentation du SMSI ni du peu d'enthousiasme avec lequel est accueillie la participation des sciences sociales". Selon Robin Mansell, les faiblesses de la recherche dans ce domaine viennent en partie de la théorisation insuffisante du sujet, mais aussi de la manière dont est abordée une grande partie de la recherche et des motivations auxquelles elle obéit:

La grande majorité des recherches se situe moins dans la tradition 'critique' que dans la tradition 'administrative'. Les recherches qui se situent dans la tradition critique ont tendance à n'être ni cumulatives ni comparatives. A quelques exceptions notables près, les recherches sont soit axées sur la technologie soit 'constructionnistes', ce qui donne une vision partielle dans les deux cas. Par ailleurs, bon nombre des recherches

disponibles sont de nature anhistorique et/ou en quête de 'success stories' et ne prêtent guère attention à la manière dont la réalité appelée 'société de l'information' est installée dans la vie quotidienne. Elles ont en outre tendance à s'intéresser soit à la 'structure' (des réseaux, marchés, etc.) soit aux 'processus' (processus de consommation du contenu, des médias etc.). Il y a peu d'exemples de recherches qui s'efforcent de combiner les deux perspectives et de comprendre en quoi les nombreuses façons qu'ont les gens de dialoguer avec un environnement peuplé d'intermédiaires sont porteuses de sens. Enfin, la plupart des recherches, conçues comme des enquêtes à grande échelle, pèchent par une théorisation insuffisante, alors que beaucoup de théories sur la société de l'information s'échafaudent sans s'appuyer sur des recherches empiriques.

Ce dernier point rejoint l'essentiel des conclusions auxquelles était parvenu Tommi Inkinen dans son document de travail, dont la discussion a fait ressortir nombre d'autres problèmes relatifs à l'évolution et à l'utilisation des recherches sur la société de l'information. Le premier tenait au volume même des travaux qui, provenant de sources disparates, rendent extrêmement difficile une évaluation complète des recherches faites dans ce domaine. Le volume, cependant, n'empêche pas les lacunes: on n'a guère de recherches, par exemple, sur la valeur et l'utilisation du savoir comme outil et facteur de développement et de changement. On avait là l'illustration, ont estimé les participants, de l'un des problèmes que rencontre toute personne qui essaie de se servir des recherches existantes pour parvenir à une compréhension globale des développements informationnels et de la société. Les questions sont abordées sous tant d'angles théoriques, à partir de points de départ si différents que, selon Robin Mansell, "on ne peut pas s'attendre à réduire tout cela à un ensemble de dénominateurs communs". On ne peut pas et on ne doit pas travailler à partir d'"un seul ensemble d'idées"—il est fondamental dans tout processus intellectuel productif de définir les questions, puis de les remettre en cause et d'en débattre. Le défi, en particulier lorsque les recherches portent sur un domaine nouveau qui évolue rapidement, consiste à les mener de telle manière qu'elles aient un sens et qu'elles éclairent et stimulent à la fois ceux qui pourraient souhaiter les utiliser.

Il n'est pas facile de trouver des recherches critiques. Tommi Inkinen a pris pour points de départ des entités connues, telles que des instituts spécialisés réputés, des revues et d'autres publications en série spécialisées sur le thème de l'information et le système des Nations Unies, pour trouver des recherches sur la société de l'information qui soient orientées sur le développement. Abstraction faite des questions liées au type et à la qualité de la recherche, il est instructif de s'attarder sur ce qu'il a découvert.

- Dans la plupart des instituts et des publications spécialisés, les recherches sur la société de l'information sont fortement axées sur les pays développés; il n'a pu trouver aucun centre qui se spécialise dans les questions de la société de l'information et du développement.

- Certaines institutions des Nations Unies et d'autres organismes multilatéraux de développement affichent une certitude absolue quant aux avantages qu'il y a à investir dans les TIC pour le développement et, sans l'expliquer, partent implicitement de l'hypothèse que des problèmes de développement difficiles à résoudre (tels que ceux de l'énergie, de l'infrastructure de la communication et de l'alphabétisation universelle) seront réglés comme par magie en prélude à l'ère de l'information.
- Une forte majorité présente "la fracture numérique" comme la question clé du développement, ce qui détourne l'attention de questions telles que la propriété intellectuelle et les accords commerciaux, qui sont sans doute tout aussi importants pour le développement, sinon plus.

Les participants se sont inquiétés qu'il soit si difficile d'entendre un autre son de cloche. Et deux participants en particulier, dont la fonction consiste notamment à essayer d'utiliser les recherches pour dégager des directives de politiques claires pour leurs Institutions, ont exprimé leur frustration.

Comme l'a fait observer Henk Molenaar:

La littérature, si l'on inclut celle des organisations non gouvernementales (ONG) et la littérature grise, est d'une extrême abondance. Mais il est difficile de trouver là-dedans quelque chose de solide; j'ai trouvé, au contraire, de nombreuses hypothèses qui ne sont pas correctement étayées. Pas seulement dans la documentation préparatoire au SMSI, mais aussi dans les publications plus générales de donateurs bilatéraux et d'ONG. Il semble qu'on ait le sentiment que les TIC peuvent être la réponse à tout—même des penseurs à l'esprit très critique, des ONG et d'autres, qui d'ordinaire, ont une approche critique et centrée sur l'humain, qui abordent les problèmes sous l'angle des droits de l'homme ... dès qu'il s'agit des TIC, ils semblent perdre tout esprit critique. La recherche pourrait être un moyen de sortir de cette impasse. J'ai l'impression qu'il faudra énormément de recherches empiriques, mais ce qu'il faudra aussi, c'est démystifier bon nombre de ces concepts.

De l'avis d'Ichiro Tambo, les institutions donatrices, confrontées à une nouvelle série d'initiatives, ont contre elles leur propre inertie et leur scepticisme face à la technologie. Pour mieux faire son travail, il a besoin:

- qu'on lui explique les avantages économiques qu'il y a à investir dans les TIC, à l'aide d'un modèle économique simple et de quelques bons exemples;
- d'une information de base sur les conséquences sociales, tant positives que négatives, des TIC;

- d'un glossaire des technologies qui explique clairement à toutes les parties en présence en quoi consiste chaque technologie et à quoi elle sert.

Toute personne convaincue que l'effort intellectuel devrait contribuer au règlement des problèmes du monde réel ne peut que s'émouvoir de l'incapacité des chercheurs de produire un résumé bien argumenté et compréhensible qui réponde à ces besoins (ou explique clairement toutes les difficultés conceptuelles rencontrées en essayant d'y répondre).

Thème de discussion II: Développement informationnel et économie

Ceux qui font valoir que les TIC favorisent le développement partent de l'hypothèse qu'il y a des liens directs entre le fait d'investir dans les TIC, la compétitivité mondiale et un développement économique accéléré. On retrouve ce message dans les rapports des Nations Unies et d'autres organisations multilatérales étudiés par Tommi Inkinen.

Il est important de savoir exactement quel investissement est envisagé. Tommi Inkinen a brossé un tableau général de la "nouvelle économie", en parlant des très nombreux changements organisationnels que permettent les TIC, de la refonte de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que de la communication interne et externe, permettant aux entreprises de commercer autrement. Il a aussi relevé, comme Thandika Mkandawire dans ses propres travaux, que les niveaux d'utilisation des TIC dans divers pays correspondent pratiquement à d'autres indices des investissements et de la consommation tels que les transports, la consommation d'énergie et l'éducation. Les TIC peuvent donc être un indice de la taille, de la complexité et de la compétitivité d'une économie, mais de là à supposer qu'elles sont importantes en soi ou plus importantes que tout autre domaine d'investissement, il y a un grand pas à franchir. Les recherches effectuées à la demande de l'UNRISD par Philippe Barry and Hamidou Diop, sur l'utilisation des TIC par des moyennes et grandes entreprises au Sénégal confirment également cette conclusion.¹⁰ Ils ont mis en évidence le coût, qui est un frein, la pénurie de personnel qualifié et la non-fiabilité du soutien technique, ainsi que des facteurs de risque qui, à l'exception de quelques risques spécifiques à l'Internet, pourraient tout aussi bien s'appliquer à n'importe quelle autre "modernisation" dans laquelle des entreprises pourraient envisager d'investir.

Cette conclusion ne réduit en rien l'utilité potentielle d'investir dans les TIC comme technologies de "*capacitation*". En tant que telles, elles sont, par exemple, aussi indispensables à une pleine participation au secteur mondial des services financiers qu'un port en état de fonctionner peut l'être à l'industrie minière. Ces technologies sont aussi vitales pour les réseaux, commerciaux ou sociaux, dont l'importance économique ne fait que croître. Cependant, cela ne résout pas la question de savoir si le fait d'accéder à ces capacités dans ces domaines est une priorité économique stratégique pour une région ou un pays, la réponse dépendant des analyses locales des avantages comparés et de la façon dont on peut se doter de ces capacités. Les industries liées à la production et à la mise au point des TICs elles-mêmes sont un

¹⁰ Philippe Barry et Hamidou Diop. 2002. "L'impact d'Internet sur le fonctionnement des moyennes et grandes entreprises industrielles." In Momar-Coumba Diop (éd.), *Le Sénégal à l'heure de l'information*. UNRISD et Karthala, Paris.

autre domaine dans lequel les investissements sont vantés comme très utiles pour le développement. Cela pose problème à différents égards. Selon Govindan Parayil, si l'on se place sous l'angle du développement, l'idée d'investir dans les industries des TIC soulève des problèmes fondamentaux. Il a décrit la coexistence, au niveau mondial et dans certains pays, de deux modes de production et l'incapacité des marchés d'établir un équilibre entre eux.

Entre les moyens de production traditionnels (dominés par les industries primaires, la transformation en vrac et les industries manufacturières) et les secteurs de l'innovation et du savoir de l'"économie post-industrielle du virtuel", la relation est asymétrique. Si les fonctions de production des premiers se caractérisent par des rendements constants ou décroissants, les derniers ont l'avantage de voir leurs rendements s'accroître. ... L'inégalité de la répartition entre ces deux modes de production se manifeste dans le monde entier par la fracture numérique et l'extrême dispersion des revenus entre les travailleurs offrant un savoir et les manœuvres.¹¹

Cette asymétrie a de nombreuses conséquences pour les politiques de développement économique. Elle a pour effet immédiat d'accroître les disparités de revenu sur le plan international et à l'intérieur des pays mêmes, ce qui peut avoir des conséquences néfastes pour le développement politique et social, comme en témoigne en particulier l'expérience faite dans les pays les plus avancés sur le plan économique, tels que les Etats-Unis, où le nouveau mode de production s'est le mieux installé. Elle soulève aussi de sérieuses questions de logique économique: pourquoi tenter d'orienter les investissements vers les secteurs locaux des TIC, puisqu'il est dans la nature même des rendements croissants d'offrir de plus larges débouchés économiques aux pôles technologiques et aux leaders du marché qu'à des concurrents moins avancés?

Commentant l'importance supposée de la révolution des TIC en Inde, Govindan Parayil a souligné à la fois le peu de main-d'œuvre et le peu d'importance économique qu'elle représente (selon les estimations, 1,4 % du produit intérieur brut pour l'exercice 2000–2001). Il s'est aussi demandé si l'Inde réussirait à monter dans le train du numérique ou si elle resterait à un stade intermédiaire de la mondialisation, en fournissant des services informatiques de base en qualité de sous-traitant et en effectuant des opérations pour des entreprises, ce qui ne serait qu'une façon moderne d'exporter des services de base.

Govindan Parayil a estimé qu'il serait de meilleure politique d'éviter le résultat incertain des investissements tardifs dans des secteurs où d'autres ont déjà créé une logique de rendements croissants et de s'employer plutôt à utiliser les TIC pour accroître vraiment l'efficacité et la compétitivité du reste de l'économie locale ou nationale. L'attrait exercé par l'économie numérique va cependant à l'encontre de cette logique. Si au lieu d'investir dans les TIC, on plaçait une somme équivalente dans la recherche de solutions au fonctionnement interne du reste de l'économie, s'est-il demandé, quelles en seraient les retombées sociales et économiques? En réalité, une

¹¹ Govindan Parayil. 2003. *The Political Economy of Informational Development: A Normative Appraisal*. Projet de document présenté à l'atelier de l'UNRISD, p. 4.

poignée de villes indiennes de plus en plus déconnectées du reste du pays et ignorantes de ce qui s'y passe attirent une proportion sans cesse croissante de diplômés et d'ingénieurs et les détournent d'autres secteurs. De manière générale, la possibilité même d'investir pour obtenir un taux élevé d'emplois et une expansion plus équilibrée sur tout le territoire est exclue à cause de l'énorme déséquilibre marchand qui existe entre les deux modes de production, l'ancien et le nouveau. A moins que les politiques publiques et la réglementation ne visent à corriger ce déséquilibre, les chances de voir les investissements dans les TIC, comprises au sens strict ou au sens large, entraîner un vaste mouvement de développement économique, avec les retombées sociales qui vont généralement de pair avec lui, sont extrêmement ténues. Dans ce contexte, Govindan Parayil a mentionné les programmes "d'apprentissage des TIC" dans l'Etat indien du Kerala qui, compte tenu de sa croissance économique, a enregistré des niveaux élevés de développement social. Il a estimé que le retentissement de ces programmes, et la façon dont cet apprentissage des TIC par la base a été mis à profit, pourrait faire l'objet de recherches futures et apporter des éclairages intéressants.

Ainsi, les participants ont été soit sceptiques quant à l'existence d'une économie propre aux TIC (les indices des TIC correspondent à d'autres indices du "progrès économique") soit alarmés par la stratification économique et sociale que les TIC peuvent engendrer. Les exhortations générales et par trop simplifiées à investir dans les TIC, qui font souvent partie des conseils de développement dispensés par les institutions économiques en place, n'ont guère recueilli leur adhésion. L'OCDE, qui, conforme en cela à d'autres institutions multilatérales de développement, croit effectivement que le fait d'investir dans les TIC et de persévérer dans cette voie a toutes les chances de porter ses fruits dans le domaine du développement, relativise nettement ses conseils. Elle reconnaît que les éléments de preuve sur lesquels elle s'appuie viennent de l'expérience faite dans les pays de l'OCDE. Car des recherches effectuées en son nom sont parvenues à cette conclusion:

On ne dispose guère d'indice ou d'élément prouvant clairement que des pays en développement obtiennent le même résultat, pour la bonne raison que peu de recherches ont été entreprises sur eux, sinon aucune. Cependant, les pays en développement en général, et les moins avancés (PMA) en particulier, sont moins bien équipés pour exploiter le potentiel des TIC de stimuler la croissance, et risquent ainsi (dans la mesure où les TIC stimulent effectivement la croissance) de prendre encore plus de retard par rapport aux pays de l'OCDE.¹²

Thème de discussion III: Le potentiel politique

S'il existe un consensus sur un aspect de la société de l'information qui présente un caractère politique, c'est bien sur la fracture numérique. Bien que celle-ci soit parfois considérée comme un simple problème d'offre, de nombreux Etats, institutions des Nations Unies et organisations de la société civile considèrent comme politiques les activités visant à réduire la fracture numérique en ce sens qu'elles s'emploient à promouvoir la justice et à combattre l'exclusion. Comme le rapporte Tommi Inkinen,

¹² D. Souter. 2003. *ICT and Economic Growth in Developing Countries. Executive Summary*. OECD-DAC Network on Poverty Reduction. Paris.

la fracture numérique—généralement définie comme l'inaccessibilité des sources de savoir, majoritairement du Nord, sur l'Internet, bien qu'on accorde parfois de l'importance au contenu local—est une préoccupation dominante dans les débats sur les caractéristiques internationales de la société mondiale de l'information.

Les participants au colloque ont contesté l'utilité de la notion. Ils ont été nombreux à partager le point de vue de Govindan Parayil, qui estime qu'il ne s'agit pas d'un problème d'accès mais d'équité dans la distribution des ressources, et ils ont adhéré très largement à l'argument avancé dans des travaux antérieurs de l'UNRISD, à savoir que la fracture numérique n'a rien de spécifiquement numérique.¹³ En termes de ressources et de rapports de force, elle ressemble, par son iniquité, à tous les autres fossés qui existent à l'intérieur des sociétés et entre elles. Son existence n'est pas le résultat d'un acte délibéré, mais le reflet des innombrables inégalités du monde dans lequel nous vivons. C'est aussi un problème dont la solution ne peut être envisagée que dans le cadre de vastes changements. Dans ce sens, elle est, à bien des égards, moins politique que les décisions très délibérées qui sont prises, par exemple, sur le commerce, la propriété intellectuelle et les transferts de technologie et qui ont une incidence directe (et parfois néfaste) sur les pays pauvres.

Cheikh Guèye a ouvert d'autres perspectives, à partir de l'expression française de *fracture numérique*. Le terme de "fracture" sous-entend qu'il y avait auparavant un "tout" qui est maintenant rompu. Non seulement il évoque une image fautive, celle d'une égalité technologique antérieure, mais suppose qu'il existe un "tout" mondial auquel nous devrions aspirer. Cheikh Guèye a critiqué le discours actuel et sa vision implicite d'une société de l'information unique, "résultat d'une trajectoire linéaire qui affecte au même degré tous les êtres humains, liés par les mêmes outils, les mêmes valeurs, la même information, le même savoir". Une telle vision, a-t-il estimé, n'a aucun rapport avec la réalité et renforce les catégories et divisions simplistes qui sont à la base des relations entre les différentes parties du monde, s'agissant en particulier de l'aide et du développement. Ne serait-il pas préférable, a-t-il demandé, que "chaque société cherche sa voie propre et des réponses adaptées aux contextes et aux besoins en se laissant guider par ses propres principes fondateurs"? Cette réflexion faisait écho aux commentaires d'Ursula Maier-Rabler sur la place centrale de la culture dans la formation des notions d'information et d'accès à l'information. Les participants à l'atelier ont exprimé la conviction que l'expression de société de l'information n'avait de sens qu'au pluriel—à condition que les sociétés de l'information soient diverses—mais pas comme synonyme d'un monde monolithique.

Cheikh Guèye a développé son argument sur la nécessité de replacer les questions dans leur contexte social spécifique en examinant le rôle potentiel des TIC dans la lutte contre la pauvreté au Sénégal. Il a adopté une définition large de la pauvreté, dans laquelle entrent non seulement l'insuffisance des ressources de base mais aussi d'autres manques insatisfaits et l'inégalité des relations, notamment en matière d'information. Il a décrit comment les populations marginalisées qui vivent à la périphérie de Dakar manquent des informations qui pourraient leur permettre de s'intégrer dans la société: "si les gens ne savent pas lire ou ne comprennent pas la langue officielle, s'ils n'ont pas accès à ce savoir indispensable qui vaut de l'or, ils ne

¹³ Voir, par exemple, Cynthia Hewitt de Alcántara. 2001. *The Development Divide in a Digital Age. An Issues Paper*. Programme Technologie, entreprises et société, Document No. 4, UNRISD, Genève.

peuvent qu'être impuissants". Faisant valoir que la pauvreté financière n'est souvent qu'un symptôme de la faiblesse politique, d'un manque de liens familiaux ou de lignage, il a cité un proverbe sénégalais "*Ki raflé ki amul yeéré wayé moy ki amul nit*" (le pauvre n'est pas celui qui n'a pas de vêtements, mais celui qui n'a personne). "L'accès aux réseaux, a-t-il dit, c'est l'accès à l'information, et l'accès à l'information, c'est l'accès au pouvoir". Les TIC, qui englobent pour lui toutes les technologies numériques de communication et pas simplement l'Internet, ont un rôle important à jouer en comblant les lacunes en matière d'information et en transformant une structure horizontale distribuant l'information à divers niveaux en une structure dans laquelle des échanges d'informations verticaux et multidirectionnels créent un nouveau dialogue politique. La clé ici ne consiste pas seulement à s'attaquer aux problèmes de l'offre et de la demande d'information, mais à exploiter les possibilités qu'offre la technologie de "multiplier les occasions d'échanges. ... La réalité ne peut être gérée dans sa complexité que par un réseau dynamique regroupant les acteurs et les intérêts les plus divers". La façon de parvenir à cette communication est aussi cruciale. Trop souvent, a constaté Cheikh Guèye, les projets informationnels de développement cherchent à apporter des solutions qui objectivent les pauvres au lieu de se servir de leurs ressources et de leurs pratiques en matière d'information pour leur donner plus de pouvoir.

Cela a amené les participants à examiner la question de l'organisation. Comme Cees Hamelink l'avait déjà constaté, le discours dominant accorde aux TIC des pouvoirs incongrus. "Les TIC peuvent", "les TIC auront pour effet de", "les TIC ont le pouvoir de" sont des expressions que l'on retrouve dans de nombreux documents et allocutions sur la société de l'information. Dans ce discours, le rôle des êtres humains est de réagir d'une certaine manière à ce que les TIC leur font ou font pour ou contre eux. Cette façon de voir est en contradiction avec d'autres approches du développement, dans lesquelles les citoyens actifs ont les moyens de prendre des initiatives concrètes pour améliorer leur existence et celle de leurs communautés.

Kemly Camacho, de son côté, a exposé une conceptualisation de l'Internet plus centrée sur l'humain:

Le réseau des réseaux (l'Internet) ne nous apparaît pas seulement comme une plateforme technologique. Mais plutôt comme un nouvel espace d'échanges entre êtres humains que nous avons créé pour notre propre bien... Nous qui étudions, enquêtons, évaluons et lançons des actions par l'Internet avec une certaine vision sociale, nous affirmons explicitement notre intention de nous servir de la technologie pour transformer nos sociétés. Nous voulons alors découvrir et faire connaître des moyens...de contribuer à la construction de sociétés nouvelles, animées par des valeurs communes, telles qu'une plus grande justice dans les relations humaines, moins de discrimination et une meilleure égalité des chances.¹⁴

¹⁴ Mistica Virtual Community. 2002. "Working the Internet with a social vision." In *Other Side of the Divide: Latin American and Caribbean Perspectives on the WSIS*. Affiché en ligne par le Réseau sur l'impact social des technologies de l'information et de la communication (RedISTIC) en 2003 à l'adresse suivante: www.redistic.org/indexj.htm?body=proyectosjen.

En expliquant cette façon de voir, Kemly Camacho a précisé qu'elle parlait d'un processus très social, axé sur des résultats pratiques. Elle envisageait un processus par lequel des personnes issues de différents secteurs se réuniraient pour discuter dans un esprit critique de questions telles que le SMSI ou la société du savoir ainsi que des recherches existantes. Dans ces forums, chacun serait libre de poser les questions suivantes: "qu'est-ce que cela signifie pour notre pays? Pour nous? Que faut-il faire?"

Si Kemly Camacho s'est intéressée surtout aux processus sociaux, Robin Mansell a soulevé la question des capacités et des droits des individus qui font usage de l'Internet. Elle a dit que ce dont on débattait beaucoup à propos de l'Internet, ce n'était pas la question de savoir en quoi ce nouvel outil pouvait accroître la capacité des gens de changer leur vie ou même s'il avait ce pouvoir. En fait, a-t-elle expliqué, ce dont on débat n'a souvent rien à voir avec les conditions d'existence des personnes ou leur liberté d'y introduire des changements positifs. Ainsi, a-t-elle dit, le développement de nouvelles approches cognitives permettant aux gens de "réaliser" leur capacité d'agir à l'ère des nouveaux médias présente une importance sociale et politique autant qu'économique, mais les moyens d'y parvenir sont conditionnés par les inégalités ancrées dans le monde réel. Elle a suggéré que la question soit examinée à la lumière de l'œuvre d'Amartya Sen—sur les fonctionnements (ce que l'on apprécie de faire et d'être) et les capacités (l'ensemble des fonctionnements qu'un individu peut maîtriser). Appliquant cette approche aux nouveaux médias, elle s'est demandé de quelles capacités disposaient les gens et lesquelles pouvaient ou devaient représenter un droit pour un citoyen à l'ère numérique. Robin Mansell a posé par là même la question de la politique (ou de l'absence de politique) dans ce domaine et de ses rapports avec l'acquisition de capacités et avec de nouvelles conceptions des droits de l'homme.¹⁵

Henk Molenaar a pris acte des commentaires faits au sujet de la nature anhistorique de la plus grande partie du discours de la société de l'information et de son manque de dimension politique et a ajouté que, cela étant, il n'était peut-être pas étonnant qu'une troisième caractéristique du discours soit l'indifférence au genre. S'est alors ensuivie une discussion qui a clairement illustré la nécessité de fonder l'analyse sur l'étude des réalités concrètes dans des contextes donnés. Robin Mansell a fait observer que la proportion des femmes travaillant dans le secteur des TIC paraissait plus forte dans d'autres pays, notamment en Chine, que dans le Nord. Kemly Camacho a relevé que des recherches sur les systèmes locaux du savoir en Amérique centrale avaient montré que les connaissances détenues par les êtres humains étaient largement déterminées par le sexe. Shahra Razavi a mis en garde contre les généralisations sur les besoins des femmes, en opposant les milliards de femmes qui n'ont pas accès aux technologies les plus rudimentaires, telles que celles de l'eau potable, ou aux réseaux féministes mondiaux qui, par leur usage des TIC, font œuvre de pionniers. Ce qui ressort clairement, c'est que tant les échanges d'informations que l'accès aux ressources sont très différenciés selon le sexe. Mike Powell a ajouté que ce que les gens faisaient des ressources—les usages auxquels ils les destinaient—pouvait être aussi fortement influencé par des besoins et des conceptions marqués par la culture et le genre. Il a fait observer que le choix et l'application des technologies s'écartaient souvent sensiblement de ce que leurs inventeurs avaient prévu et qu'adopter une technologie,

¹⁵ Voir Robin Mansell, *New Media and the Power of Networks*, document présenté à la première conférence publique Dixons, Department of Media and Communications, London School of Economics and Political Science, 2001; et "From digital divides to digital entitlements in knowledge societies." *Current Sociology*, Vol. 50, No. 3, 2002.

c'était le plus souvent l'adapter. Cependant, le résultat des opérations dépend de ceux qui en ont la propriété. Le choix d'une TIC donnée par un groupe de femmes sachant parfaitement quelles informations elles veulent échanger et dans quel contexte elles vont le faire, est une opération totalement différente de l'apport autoritaire d'une technologie choisie en fonction de besoins supposés, qui peuvent ou non correspondre aux besoins réels. Sont "politiques" non seulement la question à l'étude—en l'occurrence le genre—mais aussi les processus de définition, de recherche et de satisfaction des besoins.

Vers des recherches qui aient un sens

Topographie des recherches

Deux thèmes ont parcouru l'atelier comme un fil rouge. L'un était le désir de mieux comprendre les développements informationnels et leur rapport avec les sociétés. L'autre était une critique de la recherche existante, dirigée non pas contre un travail individuel en particulier mais contre l'ensemble des recherches effectuées jusque-là dans ce domaine, qui s'accompagnait d'un sentiment de frustration. Les participants ont ainsi relevé des lacunes de la recherche et des erreurs d'approche, qui seront examinées plus bas. Ils se sont aussi demandés dans quelle mesure les recherches dans ce domaine font office ou non de ressource, de corps de connaissances dont on peut se servir pour élaborer des politiques ou prendre des décisions pratiques concernant sa vie ou sa société.

Les problèmes viennent du nombre même des questions relatives aux TIC et à la société qui *font l'objet* de recherches et de la multitude des points de départ qui conditionnent les approches utilisées. Comme constaté plus haut, il est irréaliste de s'attendre à ce que des chercheurs ayant des intérêts divers relevant de disciplines différentes aient les mêmes points de départ. Quelles sont donc les options pour les utilisateurs en quête d'informations exploitables, provenant de toutes les sources de recherches possibles, même celles s'adressant à d'autres utilisateurs finaux?

Les recherches sur les développements informationnels, ou sur les "TIC et le monde moderne" peuvent couvrir tout et n'importe quoi. S'il fallait répertorier tous les sujets susceptibles de faire l'objet d'enquêtes ou d'investigation, on aurait l'équivalent d'un annuaire téléphonique, d'où la nécessité d'organiser, d'établir une topographie, de trouver des moyens de relier entre elles les pièces du puzzle.

Dans son document de travail, Mike Powell a insisté sur l'utilité d'un plan ou d'un cadre général dans lequel on puisse situer les recherches. Il a proposé une approche possible qui consisterait à décrire diverses dimensions liées les unes aux autres et donc en interaction, mais fixant aussi des limites à l'intérieur desquelles il soit relativement facile de procéder à des échanges constructifs. Une illustration très grossière d'un tel cadre, et des types de travaux susceptibles de relever de chaque niveau, est présentée plus bas. Leur énumération n'implique nullement l'existence d'une hiérarchie entre eux.

- ***Dimension 1: Comprendre***
 - *Thèmes généraux*
 - *Approches philosophiques et conceptuelles*

- **Dimension 2: Définition des politiques, prise de décision**
 - *Réglementation mondiale et normes techniques*
 - *Questions relatives au commerce et à la propriété intellectuelle*
 - *Législation relative aux droits de la personne*
 - *Politiques établies par des institutions mondiales, multilatérales et bilatérales*
 - *Définition de la politique régionale*
 - *Définition de la politique nationale*
- **Dimension 3: Etude et action**
 - *Recherches empiriques au niveau sociétal*
 - *Changements observés dans la vie quotidienne*
 - *Militantisme social*
 - *Expérience acquise au sein de projets et programmes informationnels de développement*

Dimension 1

Sans au moins une certaine compréhension commune des évolutions profondes en train de se produire dans le domaine des développements informationnels, incluant les points de vue concurrents, il est difficile de situer la prise de décision dans un ensemble clair d'objectifs ou de formuler des questions susceptibles de bien guider les recherches empiriques. Il est douteux qu'une telle compréhension commune existe aujourd'hui. Parmi les questions qui peuvent relever de ce niveau figurent les définitions générales (du développement, du savoir ou de la culture par exemple) et les limites conceptuelles fixées aux sujets à l'étude.

Dimension 2

Les politiques générales et accords relatifs à la réglementation, aux droits et à la normalisation devraient à l'évidence être élaborés à la lumière des recherches des dimensions 1 et 3. Cependant, pour pouvoir prendre une décision en connaissance de cause, on a souvent besoin aussi des lumières de recherches spécialisées sur le sujet. Imaginons, par exemple, la réglementation relative à un réseau de télécommunication dans un pays. Un processus combinant recherches et débats peut aboutir à la conclusion que cette réglementation devrait avoir pour principal objectif un accès aussi large que possible de la population à l'infrastructure. Une fois que cette décision est prise, il faudra des recherches plus détaillées sur les questions de mise en œuvre—sur les options techniques peut-être, les modèles financiers, les fournisseurs potentiels, la compatibilité avec les règles et normes internationales. Il y a de fortes chances pour que chaque domaine de recherche repose sur des connaissances très spécialisées. En même temps, les choix relevant de cette spécialisation peuvent avoir des répercussions importantes sur les objectifs sociaux qui ont été fixés—en l'occurrence l'accès le plus large possible de la population à l'infrastructure de télécommunication. Aussi cette multitude de spécialités, trop nombreuses pour être énumérées ici, doit-elle faire partie du paysage global de la recherche, pour que les répercussions sociales puissent être détectées et débattues.

Dimension 3

Comme l'a fait observer Cees Hamelink, le recensement des options pratiques ou philosophiques et peut-être l'établissement de fortes préférences entre elles ne font partie ni d'une dimension ni d'une autre. Les profonds changements économiques et

sociaux ne résultent pas des décisions d'un groupe limité de personnes mais de l'interaction de millions de gens et d'organisations comme autant d'acteurs économiques, sociaux et politiques. C'est cette interaction qu'il faut étudier. Pour cela, il faudra peut-être entreprendre des recherches empiriques, une action-recherche ou simplement filtrer l'abondante littérature des projets et programmes, rendant compte des travaux de gouvernements, d'institutions multilatérales, d'ONG, d'écoles et d'organisations communautaires dans le domaine des TIC et du développement social, pour en dégager des éléments utiles.

De plus, des outils liés aux TIC pourraient être mis au point pour aider les usagers à naviguer à l'intérieur du cadre et à explorer les liens entre les différentes dimensions.

Domaines et questions de la recherche

Le deuxième jour de l'atelier, les participants ont procédé à un libre échange d'idées dans le but de dégager les principaux domaines et les questions sur lesquels devront porter les recherches futures dont des exemples sont énumérés plus bas.

Généralités

- Quel est le but des développements informationnels? Comment mesurer les progrès accomplis pour s'en rapprocher?
- Créer d'autres types d'indices pour évaluer les effets sociaux des développements informationnels.
- Qu'est-ce que l'économie du savoir/ ou des réseaux? Comment expliquer ce qui représente un savoir, une connaissance? Comment répartir/localiser les bénéfices?

Processus sociaux

- Concevoir des modèles et des théories (sur la base de recherches empiriques) pour comprendre le rôle de l'information et de la communication dans le développement social.
- Développement informationnel → appropriation sociale de l'information → savoir. Etudier ce processus.
- Quel rôle l'information joue-t-elle dans l'accession des populations pauvres à des niveaux de vie décentes et quel type d'information y contribue?
- La connectivité/l'accès aident-ils les défavorisés de la société et de l'économie? Concevoir des enquêtes empiriques/des études de cas dans différents pays en développement.
- Quel est l'impact des nouvelles technologies sur la recherche locale et son articulation au Sud et sur les relations Nord-Sud?
- Quelles sont les stratégies appropriées d'un point de vue culturel pour acquérir des capacités (au sens où Amartya Sen emploie ce terme) afin de prendre la décision d'utiliser ou non les TIC, de les accepter ou de les refuser, d'entrer dans le monde des TIC ou de s'en tenir éloigné?

Complexité

- Comment repérer et comprendre l'interaction de milliards de personnes et d'organisations qui apportent continuellement de légers changements à leur comportement informationnel?

Action

- Comment transformer en dialogue social un flux d'informations qui est surtout à sens unique?
- Comment favoriser une conception des TIC qui soit aussi ouverte que possible—à tous les utilisateurs, des deux sexes, du Nord et du Sud?
- Quels exemples peut-on donner de conceptions qui, sur le plan de la participation ou de l'ouverture, ne soient pas culturellement impartiales? Et comment sont-elles représentées et reproduites par l'intermédiaire des TIC?
- La société en réseaux est une réalité. Quelles TIC stimulent plus particulièrement les réseaux et en facilitent le bon fonctionnement?
- Comment se doter d'outils qui permettent de mieux s'orienter dans le dédale des recherches dans ce domaine?

Politiques

- Si l'on peut reprocher au discours des acteurs internationaux dominants et à leurs politiques de s'appuyer sur des hypothèses par trop simplifiées, une des fonctions de la recherche est alors de révéler la complexité et tous les liens existants, par exemple les rapports entre savoir, stratégie politique et élaboration des politiques.

A propos des domaines de recherche et des questions à approfondir, on pourrait commencer par relever le caractère basique de beaucoup d'entre eux. Il semble que, malgré la masse des recherches effectuées, des questions fondamentales restent ouvertes, concernant les liens entre information, technologie et société.

Pendant le libre échange d'idées, une attention particulière a été portée sur la nécessité d'étendre les recherches empiriques pour parvenir à une meilleure compréhension des processus par lesquels l'information sert au développement social et économique, en particulier dans le Sud. Ainsi que l'a fait observer Kemly Camacho, "les livres sur la société de l'information, pour beaucoup, sont faits dans le Nord. Nous avons peut-être en commun la plupart des questions, mais nous n'avons pas les mêmes réponses". Les participants ont alors constaté l'absence d'indices satisfaisants permettant de suivre l'acquisition et l'application de l'information dans un contexte de développement. Il existe de nombreux indices, mais on a estimé qu'ils étaient trop techniques et ne montraient pas si les développements informationnels et les TIC correspondantes étaient bien employés, dans quelle mesure et dans quel but. En fait, sans une définition explicite de ce en quoi une "société de l'information" est censée consister, il est difficile d'imaginer un moyen raisonnable d'évaluer les progrès faits pour s'en rapprocher.

Cet échange d'idées sur les domaines de recherche et les questions à approfondir a aussi amené nombre de participants à lancer l'idée d'un engagement actif pour faire

bouger les choses. Il y a à cela deux aspects: d'une part le besoin, ressenti à la fois par des acteurs de la société civile et par des donateurs, d'une communication verticale plus vivante et, en particulier, de moyens permettant aux opinions et analyses des "pauvres" de se faire connaître et entendre. Cela pourrait ouvrir de nouvelles voies aux chercheurs qui feraient office d'intermédiaires et d'animateurs. D'autre part, la mise au point et l'emploi par les chercheurs de nouveaux outils utilisant les TIC, ce qui pourrait à la fois renforcer la capacité de recherche et de diffusion de ces travaux et contribuer au développement des échanges d'informations et d'outils susceptibles d'être mis à profit par d'autres acteurs sociaux. Il n'est pas surprenant, à un niveau pratique, que ceux qui se servent des TIC pour faire des recherches sur l'utilisation sociale des TIC aient des idées sur la manière dont ces outils pourraient évoluer, mais il y a aussi un argument théorique sous-jacent à prendre en compte. Dans un processus qui rappelle les premières années de recherche sur le genre, on sait désormais que ce qui fait l'objet de la recherche et la manière de la réaliser contribuent à faire évoluer la réalité étudiée.

La manière d'aborder la recherche

Bien qu'ils aient admis qu'il y a de nombreuses bonnes raisons d'aborder la recherche à partir de points de départ très divers, les participants à l'atelier ont été assez d'accord pour estimer que la manière d'aborder la recherche dans ce domaine était plus importante qu'un programme de recherche spécifique. Il arrive trop souvent que la recherche qui prétend porter sur des questions sociales et de développement prenne pour point de départ la technologie elle-même, ce qui pose deux problèmes. Le premier, c'est la difficulté de se concentrer. Les thèmes tels que "les TIC et la santé" ou "les TIC et l'éducation" tendent à focaliser l'attention sur les TIC plutôt que les problèmes—santé ou éducation—qui devraient être étudiés. Le deuxième est plus fondamental. Les recherches qui s'intéressent essentiellement à la manière dont les TIC sont appliquées risquent de négliger de poser des questions fondamentales sur l'impact des développements informationnels sur l'ordre du jour du développement. Un participant a cité en exemple une recherche sur l'utilisation des TIC dans la "communication du développement", qui a fait naître des idées sur la manière dont des producteurs d'émissions radio pouvaient améliorer leur produit. Cependant, ni les besoins d'informations ni l'environnement des auditeurs ciblés n'ont été étudiés après coup pour savoir en quoi ils avaient pu être affectés par les nouveaux développements informationnels. Bien que le terme de "développement" ait fait partie du titre, la recherche et l'analyse s'intéressaient plus aux besoins des intermédiaires qu'à ceux de la société en général.

Les participants à l'atelier n'ont pas jugé forcément mauvaise cette orientation. Ils ont plutôt tenu à souligner que toute recherche portant sur les perspectives sociales ou de développement ouvertes par des développements informationnels, quel que soit son sujet, devait d'abord s'ancrer dans la réalité. Ils ont ainsi commencé à esquisser une approche qui, systématiquement appliquée, aiderait à situer la recherche dans son contexte le plus large. Cette approche se caractérise par les éléments suivants:

Besoin de diagnostic

- Dans quels environnements informationnels et communicationnels l'objet de l'étude se situe-t-il? Quelles sont les questions de culture et de genre qui se posent dans ces environnements?

- Quelles sont leurs caractéristiques en termes de lieu (mondial ou local) et de niveau d'action (mondial, national, local)?
- Quelles sont les spécificités des processus de prise de décision et de changement dans le contexte social étudié et quelles en sont les conséquences pour le calendrier et le rythme du changement?

Prise en compte des aspects politiques

- Quels sont les principaux programmes politiques ou intérêts économiques en présence?
- Quels rapports de force y a-t-il dans l'environnement étudié?
- Dans quelle mesure la population participe-t-elle ou est-elle consultée sur les processus examinés?
- Quels facteurs, quelles relations contribuent à l'utilisation des nouvelles technologies et à l'émergence de nouveaux discours?

Perception des risques

- Quels risques y a-t-il?
- Dans quelle mesure les choix qui s'offrent aux participants sont-ils clairs et quel rapport y a-t-il entre cette clarté et la complexité de leur environnement?
- Quels sont les enjeux politiques et la psychologie du risque dans ce contexte?
- Qui prend les risques et qui en subira les conséquences?

Prise en compte d'autres solutions

- Quel discours tient-on?
- Sur quelle analyse historique et politique se fonde-t-il?
- Quelles sont les autres perspectives possibles?

Prise en compte des applications pratiques de la recherche

- A quelles voies recourir pour trouver des réponses pratiques là où la recherche n'offre ni linéarité ni cohérence?
- Quels sont les rapports entre recherche et processus décisionnaires?
- En quoi peut-elle contribuer à la conception de nouvelles activités?

Les participants à l'atelier ont beaucoup insisté sur l'importance de "partir de la société" pour analyser les répercussions sociales d'un processus; bien qu'il semble s'agir d'une évidence, cette orientation n'était pas celle choisie par la plupart des travaux sur la société de l'information. De même, la nécessité de comprendre les enjeux politiques est cruciale.

Conclusions

L'atelier n'a pas cherché à élaborer un programme de recherches dont l'exécution répondrait aux nombreuses questions qui se posent sur les rapports entre développements informationnels, sociétés et développement. Il n'a pas demandé non plus que l'étude des développements informationnels forme une discipline séparée.

En revanche, il a plaidé vigoureusement pour que ces questions soient davantage étudiées dans les disciplines universitaires existantes comme l'économie et la sociologie ou par ceux qui travaillent aux côtés des populations et partagent leur réalité quotidienne pour qu'un progrès en matière de développement social se réalise. Les participants ont cependant avancé des arguments en faveur d'un travail soutenu dans trois domaines.

La société de l'information, un train en marche

Il existe de toute évidence une dynamique importante qui pousse à allouer en priorité des crédits aux TIC et à l'informatisation dans les plans de développement et les budgets d'aide. En même temps, l'attention est dirigée sur une inévitable fracture numérique, et de nouvelles lois et règles internationales sont édictées en faveur des riches plutôt que d'un développement équitable. Cette dynamique semble provenir d'un consensus sur le caractère inévitable et inoffensif du progrès technologique. Pourtant, on manque cruellement de recherches critiques et d'éléments solides. Il est légitime de se demander à qui profite la construction d'un avenir fondé sur l'information, dans lequel les rapports de force existant dans les domaines économique, politique et technologique ne peuvent être remis en question.

Agir sur les limites de la recherche sur la société de l'information

Dans la plupart des disciplines universitaires, la recherche a évolué en dialoguant avec ceux qui se servent de ses conclusions, au gouvernement, en politique, dans l'industrie ou le développement. Entre la recherche sur la société de l'information et les milieux utilisateurs de recherches, les liens ne sont guère visibles. Le problème revêt une importance particulière pour ceux qui travaillent sur les aspects politiques, sociaux et économiques de la société de l'information. En fait, les recherches sur la finalité, la méthodologie et l'utilité de la recherche dans ce domaine constituent en soi une activité tout à fait justifiable. Si les intellectuels qui travaillent sur les développements informationnels ne peuvent ni dialoguer avec les forces sociales qui vivent avec ces développements et en subissent les effets ni répondre à leurs besoins, ils sont condamnés à être taxés d'inutiles et de parasites, sinon d'obscurantistes délibérés. Pour établir un tel dialogue, ils doivent fournir un effort collectif visant à réorienter, à réorganiser leurs travaux et à les rendre accessibles.

Encourager et entreprendre des recherches empiriques

Ce dont on a le plus besoin, c'est sans nul doute de recherches empiriques, en particulier sur les aspects sociaux des développements informationnels et sur les expériences faites dans les pays en développement (en mettant à profit et en renforçant la capacité de recherche locale). Pour reprendre les termes d'Antti Kasvio:

L'achat d'un téléphone portable n'est que le tout premier pas vers la société de l'information. L'histoire ne commence vraiment que lorsque les gens se mettent à utiliser ces produits

de la technologie de l'information pour résoudre toutes sortes de problèmes quotidiens. Une histoire faite d'innovations sociales ou d'usages inédits de la technologie, qui, en soi, ne varient guère d'un bout à l'autre du monde. Pour ce qui est des pays en développement, force est d'avouer que la plupart de ces développements sont une terra incognita pour les sciences sociales d'aujourd'hui.

En 1997, l'UNRISD a commandé à Cees Hamelink un document sur les priorités de la recherche relative aux nouvelles technologies de l'information, au développement social et au changement culturel. Ses conclusions correspondent, dans une large mesure, aux grandes priorités de la recherche telles que nous pouvons les voir aujourd'hui encore.¹⁶

Le but essentiel des études et débats à venir serait de fournir aux responsables politiques des pays en développement des analyses et des données empiriques qui leur permettent de mieux accorder le potentiel technologique aux futurs qui ont leur préférence.

Le premier domaine pourrait avoir trait à **l'élaboration de politiques et de programmes démocratiques et volontaristes qui permettent de réaliser le potentiel de développement social des technologies numériques**. Il s'agit d'étudier notamment

- les rôles que devraient jouer les secteurs public et privé dans l'élaboration de ces politiques et programmes et leur application ou exécution;
- les formes d'intervention publique qui ont le plus de chances d'orienter le changement technologique dans le sens d'objectifs sociaux souhaitables; et
- l'établissement de relations nouvelles et plus démocratiques entre producteurs et consommateurs de TIC, afin que le progrès technologique réponde beaucoup mieux aux besoins sociaux.

Un deuxième champ de préoccupation serait centré sur la **définition des changements sociaux et institutionnels nécessaires pour maximiser les avantages sociaux et réduire autant que possible les risques sociaux liés à l'adoption et à l'emploi de technologies numériques**. Il conviendra d'étudier ici

- divers moyens d'adapter les structures organisationnelles pour qu'elles servent la productivité économique, la

¹⁶ Le reste de cette section est emprunté à Cees J. Hamelink. 1997. *New Information Technologies, Social Development and Cultural Change*. Document de discussion No. 86, UNRISD, Genève, pp. 33–34.

participation politique et la diversité culturelle conformément aux scénarios sociaux privilégiés; et

- l'adéquation (culturelle) des méthodes pédagogiques et du matériel de formation requis pour la réalisation du potentiel technologique.

Troisièmement, il est important de débattre **de la conception et de l'adoption de technologies numériques qui renforcent des processus durables de développement social**. Il faudrait, pour ce faire, créer des technologies numériques qui réduisent la consommation de ressources énergivores et encourager une application écologiquement durable des technologies numériques.

Comme les conditions varient selon les pays, aucune solution universelle ne peut être proposée dans aucun de ces domaines. Il faut des études nationales pour déterminer quels politiques, programmes et solutions technologiques ont le plus de chances d'être efficaces dans telles ou telles conditions sociales et économiques.

Enfin, des recherches et des débats à orientation pragmatique devraient sans nul doute porter sur les forces sociales qui façonnent la technologie dans des situations concrètes. Il est essentiel que ceux qui veulent utiliser le développement des TIC à des fins sociales comprennent quelles forces façonnent les changements technologiques et quelles interactions existent entre elles. Cette compréhension permettrait aux responsables politiques de mieux prévoir les conséquences sociales et de mettre en place des mécanismes institutionnels qui orientent le changement technologique vers des objectifs socialement souhaitables. Il faut examiner ici

- les rapports entre variables affectant le développement technologique, qu'elles soient d'ordre socio-économique ou politique, relèvent du genre, de la culture, de la situation géographique ou des lois du marché. On sait trop peu de choses sur l'interaction de ces facteurs aux micro, méso et macro-niveaux;
- les stratégies par lesquelles ceux qui subissent les effets du développement technologique peuvent s'en servir de manière bénéfique pour la société.

Programme

Vendredi 26 septembre

10 h – 11 h Séance d'introduction

Présidence: Mike Powell

Accueil des participants — Thandika Mkandawire

Présentations des participants et résumés des notes

Documentation: Notes de deux pages de chacun des participants sur les principaux problèmes conceptuels et les priorités de la recherche

11 h20 –12 h40 Séance 2

Présidence: Thandika Mkandawire

Analyse critique et évaluation de l'état actuel de la recherche sur l'information, la société et le développement

Documentation: Document de travail établi par Tommi Inkinen pour l'atelier: *Overviewing Information Society Research: Some Recent Trends and Future Prospects*

Discussion

14 h –15 h30 Séance 3

Présidence: Peter Utting

Analyse critique et évaluation de la base conceptuelle et empirique du discours du SMSI et d'autres initiatives relatives au "monde de l'information"

Documentation: Document de travail établi par Cees J. Hamelink pour l'atelier: *An Analysis of the WSIS Discourse [in the WSIS Draft Declaration* and Supporting Documentation*] in View of Social Development.*

Discussion

15 h50–17 h30 Séance 4

Animateur: Mike Powell

Vers une analyse du sujet et un programme de recherche (1)

Libre échange d'idées: Eléments d'une approche de la recherche qui soit attentive à la dimension sociale

Discussion

Samedi 27 septembre

9 h30 –10 h45 Séance 5

Animateur: Cees Hamelink

Vers une analyse du sujet et un programme de recherche (2)

Libre échange d'idées: Questions fondamentales de la recherche

11 h10 –12 h30 Séance 6

Présidence: Cees Hamelink

Réalisation du programme: Besoins des usagers et formes possibles de collaboration

Discussion

14 h – 15 h30 Séance de clôture

Présidence: Robin Mansell

Avons-nous atteint nos objectifs? Bilan

Discussion

Participants

Mme Kemly **Camacho**, Fundación Acceso, San José, Costa Rica

M. Cheikh **Guèye**, Enda Prospectives-Dialogues Politiques, Dakar, Sénégal

M. Cees J. **Hamelink**, Département de communication et des droits de l'homme, Université d'Amsterdam, Pays-Bas

M. Antti **Kasvio**, Institut de la société de l'information, Université de Tampere, Finlande

Mme Ursula **Maier-Rabler**, Centre de hautes études et de recherche sur les technologies et la société de l'information et de la communication, Université de Salzbourg, Autriche

Mme Robin **Mansell**, Département des médias et de la communication, London School of Economics and Political Science, Royaume-Uni

M. Thandika **Mkandawire**, Directeur, UNRISD, Genève, Suisse

M. Henk A. **Molenaar**, Division des recherches et de la communication, Direction générale de la coopération internationale, Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas, La Haye, Pays-Bas

M. Govindan **Parayil**, Programme de management de l'information et de la communication, Faculté des arts et des sciences sociales, Université nationale de Singapour, Singapour

M. Mike **Powell**, coordonnateur de recherches, UNRISD, Genève, Suisse

Mme Shahra **Razavi**, coordonnatrice de recherches, UNRISD, Genève, Suisse

M. Ichiro **Tambo**, Direction de la coopération pour le développement, Organisation de coopération et de développement économiques, Paris, France

M. Peter **Utting**, Directeur adjoint, UNRISD, Genève, Suisse



L'**Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD)** est une institution autonome qui entreprend des recherches multidisciplinaires sur les dimensions sociales de problèmes contemporains ayant une incidence sur le développement. Il est guidé dans son travail par la conviction qu'il est indispensable, pour définir des politiques efficaces de développement, de bien comprendre le contexte social et politique. L'Institut tente donc de donner aux gouvernements, aux organismes de développement, aux organisations de base et aux universitaires, les moyens de mieux comprendre comment les politiques de développement et les changements d'ordre économique, social et environnemental affectent divers groupes sociaux. Travaillant au travers d'un vaste réseau de centres de recherche nationaux, l'UNRISD vise à encourager une recherche originale et à renforcer la capacité de recherche des pays en développement.

Ses recherches actuelles portent notamment sur les thèmes suivants: Société civile et mouvements sociaux; Démocratie, gouvernance et droits de l'homme; Identités, conflit et cohésion; Politique sociale et développement; Technologie, entreprises et société.

Il est possible de se procurer la liste des publications de l'Institut, avec leurs prix pour celles qui ne sont pas gratuites, en s'adressant au Centre de référence, UNRISD, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse; téléphone: 41 (0)22 9173020; fax: 41 (0)22 9170650; info@unrisd.org; www.unrisd.org.

L'UNRISD remercie les gouvernements du Danemark, de Finlande, du Mexique, de Norvège, du Royaume-Uni, de Suède et de Suisse qui assurent le financement de son budget général et sans lesquels il n'aurait pas pu organiser cette conférence.

Ce numéro des *Conference Infos* a été écrit par Mike Powell.

Institut de recherche des Nations Unies
pour le développement social (UNRISD)
Palais des Nations
1211 Genève 10, Suisse

Téléphone: 41 (0)22 9173020
Fax: 41 (0)22 9170650
info@unrisd.org
www.unrisd.org

Copyright © United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD).

Ce document est la traduction en français de la publication de l'UNRISD *Understanding "Informational Developments": A Reflection on Key Research Issues* (Conference News, UNRISD/CN15/05/1, November 2005). La version française n'est pas une publication formelle de l'UNRISD.

